

COMMUNE D'IRVILLAC



MARCHES PUBLICS

MISSION MAÎTRISE D'ŒUVRE

PROCEDURE ADAPTEE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Finistère

IRVILLAC

Chapelle de Coatnant

Élaboration du DCE relatif à la restauration du mobilier du chœur, du retable nord, des peintures et du statuaire, et maîtrise d'œuvre sur ces travaux

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : *Vendredi 18 Décembre 2015*
*avant 12h00***

IMPORTANT : voir article 3 Document obligatoire à fournir : note méthodologique

Maître d'ouvrage

COMMUNE D'IRVILLAC

17, route de Landerneau, 29460 IRVILLAC

Téléphone : 02.98.25.83.56

Télécopie : 02.98.25.93.37

Courriel : info@irvillac.fr

SOMMAIRE

RC.1 OBJET DE LA CONSULTATION

RC.2 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

RC.3 PRESENTATION DES CANDIDATURES

RC.4 JUGEMENT DES CANDIDATURES

RC.5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES DOSSIERS

RC.6 JUGEMENT DES OFFRES

RC.7 NEGOCIATION

RC.8 ENVOI DES DOSSIERS

RC.9 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

RC.10 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

RC.1 OBJET DE LA CONSULTATION

1. OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation a pour objet le choix d'un maître d'œuvre pour des missions de maîtrise d'œuvre pour la restauration et la réutilisation d'un (de) monument(s) historique(s) :

Finistère
IRVILLAC
Chapelle de Coatnant

Mission de maîtrise d'œuvre
Restauration mobilier du chœur, du retable nord, des
peintures et du statuaire

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à **145 000.00. € HT.**

Répartition en tranches de travaux :

Tranche Ferme : Restauration du mobilier du chœur et du retable nord: travaux estimés à 80 000 € HT

Tranche conditionnelle : Restauration des peintures et du statuaire : travaux estimés à 65 000 € HT

visite des lieux :

Une visite sur site est nécessaire. Elle devra être effectuée avant l'établissement de l'offre afin de permettre au soumissionnaire de proposer une prestation adaptée. Elle permet la mise en adéquation des prestations proposées avec le besoin exprimé dans l'étude d'évaluation et le cahier des charges et fera l'objet d'une attestation de visite visée par le maître d'ouvrage.

Consultation étude :

Le mobilier du chœur a fait l'objet d'une étude de diagnostic confiée à des restaurateurs et rendue en 2015, portant sur les boiseries du chœur et ses bas-reliefs, le maître-autel, la table de communion, les retables nord et sud, leurs bas-reliefs, statues et toiles peintes.

Cette étude est consultable en mairie. Les rapports des restaurateurs sont inclus dans cette étude.

2. TYPE ET FORME DU MARCHÉ :

Marché de services et de prestations intellectuelles.
Marché à tranches conditionnelles.

La présente procédure adaptée est organisée en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre.

Cette procédure adaptée est restreinte organisée conformément aux dispositions des articles 28 et 74 du code des marchés publics.

Cette procédure se décompose en une phase :

- l'appel public à la concurrence, qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats dont l'offre sera examinée et la consultation, qui a pour objet de retenir une ou plusieurs offres.

3. DUREE DU MARCHE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET DATE PREVISIONNELLE DE DEBUT DES PRESTATIONS :

3.1 Durée du marché

Compte tenu du caractère particulier des missions de maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques, de la complexité des montages juridiques et financiers, de l'étalement des subventionnements nécessaires à la réalisation des études et des travaux, et de la durée d'amortissement des travaux, le marché sera conclu pour une durée prévisionnelle de **48 mois**.

Les prestations seront exécutées à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution pour la **tranche ferme** est de **24 mois**

Le délai d'exécution de la **tranche conditionnelle** est de **24 mois**.

3.2 La date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est : **Janvier 2016**

RC.2	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE
-------------	-----------------------------------------------------------------------------

1. MARCHES COMPLEMENTAIRES

Le maître d'ouvrage s'autorise à passer en cas de besoin des marchés complémentaires en application de l'article 35.II.5° du Code des marchés publics et des marchés de prestations similaires en application de l'article 35.II.6° du Code des marchés publics.

2. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le financement de l'opération est assuré par par **la commune d'Irvillac (maître d'ouvrage)**¹

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif.

Le délai global de paiement d'un acompte (situation) et du solde doit avoir lieu dans les **30 JOURS** calendaires comptés à partir de la réception de la demande du titulaire par la personne responsable du marché. Tout retard dans le paiement des sommes dues ouvrira droit au versement des intérêts moratoires correspondants.

L'unité monétaire est l'euro.

3. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS

Le marché sera conclu soit avec un candidat unique soit avec des candidats groupés.

En cas de groupement, le maître d'ouvrage/le maître d'ouvrage mandaté imposera lors de la signature du marché une forme de groupement de type conjoint avec solidarité du mandataire.

Le mandataire conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

La présente consultation est ouverte aux équipes de maîtres d'œuvre dont la composition devra inclure au moins les compétences professionnelles relatives aux disciplines suivantes :

Une même société peut faire partie de plusieurs groupements, mais elle ne peut être mandataire que d'un seul.

¹ Nom de l'organisme financeur

Co-traitance ²:

- ☐ Études architecturales
- ☐ Études techniques en structure
- ☐ Études économiques
- ☐ Études techniques pour le respect des préconisations relatives à la recherche de qualité environnementale

Sous-traitance :

Le ou les sous-traitants bénéficieront du paiement direct par le maître d'ouvrage ou le pouvoir adjudicateur.

Le mandataire de l'équipe conserve la responsabilité du choix de ses co-traitants et/ou des sous-traitants, les compétences professionnelles peuvent être regroupées, à condition d'en préciser les moyens en matériels, en personnels et les références afférentes à chaque discipline.

4. FORME DU MARCHE

La consultation donnera lieu à :

Un marché à tranches conformément à l'article 72 du Code des marchés publics avec une tranche ferme et 1 tranche conditionnelle.

Mission de base de la maîtrise d'œuvre :

Phase conception (pour l'ensemble de l'opération)

Tranche ferme : études de projet (PRO - DCE), assistance aux contrats de travaux (ACT)

Phase travaux

Tranche ferme : VISA, direction de l'exécution des travaux (DET), assistance aux opérations de réception (AOR) compris dossier documentaire des ouvrages exécutés.

Tranche conditionnelle : VISA, direction de l'exécution des travaux (DET), assistance aux opérations de réception (AOR) compris dossier documentaire des ouvrages exécutés.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 51-VI-1 du Code des marchés publics.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

5. DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

6. VARIANTES ET OPTIONS

6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

6-2-Options

Il n'est pas prévu d'option.

² A choisir si les spécialités sont connues au moment de la consultation.

RC.3 PRESENTATION DES CANDIDATURES

A - Pour la présente opération :

La langue à utiliser est le français.

Pour que sa candidature soit admise, il est nécessaire que le candidat dispose et présente l'ensemble des capacités techniques, financières et professionnelles décrites ci-dessous :

3.1 Capacités professionnelles

- Lettre de candidature (DC1) disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ;
- Lettre de motivation
- Compétences détaillées à l'article ci-dessous B.1.1.
- Attestation d'assurance

3.2 Capacités techniques

- Une note méthodologique décrivant les moyens humains et matériels que le candidat souhaite mettre en œuvre pour mener à bien les missions telles qu'elles sont définies dans le marché.

3.3 Capacités financières

- Formulaire DC2 ou équivalent, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ;
- Une attestation sur l'honneur datée et signée en original.

Les candidats devront démontrer qu'ils disposent des capacités financières minimales pour réaliser les prestations qui font l'objet du marché, notamment que le fait d'exécuter ce marché ne remet pas en cause l'équilibre financier de leur structure eu égard à leur assise financière.

Les entreprises nouvellement créées qui ne sont pas en mesure de fournir ces informations sur les 3 dernières années ne seront pas évincées sur ce simple fait.

Chaque membre du groupement doit apporter la preuve qu'il dispose d'une assurance pour les risques professionnels.

Les candidats non établis en France auront à produire les mêmes déclarations et attestations pour les règles d'effet équivalent.

B - PRESENTATION DES DOSSIERS

Maître d'œuvre

B.1.1 - Les compétences requises

Pour les autres architectes, il ne peut s'agir que d'architectes ressortissant d'un État membre de la communauté Européenne, y compris la France, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'espace économique européen.

Pour cette opération les compétences de l'architecte sont considérées comme suffisantes lorsqu'elles satisfont les conditions suivantes :

1. être inscrit à un tableau régional de l'ordre des architectes en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1977.
2. justifier d'une activité régulière dans le domaine de la restauration du bâti ancien (le candidat devra justifier d'une activité régulière depuis plusieurs années précédant sa candidature dans le domaine du bâti ancien, soit comme salarié dans une agence ou un organisme intervenant sur des édifices historiques, soit à titre libéral, soit en faisant état de missions de maître d'œuvre de restauration de qualité).

B.1.2 - Les références propres à l'opération

L'architecte ayant franchi le premier niveau doit fournir les références professionnelles montrant sa capacité professionnelle à traiter les caractéristiques et la complexité du projet envisagé. Le cas échéant, le dossier doit faire état d'un groupement avec les spécialistes utiles pour répondre aux objectifs définis dans le règlement de la consultation.

Le candidat devra transmettre la liste des restaurations qu'il aura dirigées et en présenter plusieurs de nature différente, dont une restauration générale sur un monument en rapport avec celui concerné par l'opération (église, château, bâtiment industriel, ..). Il devra en avoir assuré la conception et la réalisation.

Les documents à fournir par les candidats devront montrer sa capacité à :

- réaliser un diagnostic de synthèse à partir d'études techniques et documentaires ;
- mettre en relation les pathologies constatées avec l'histoire du monument et les interventions antérieures ;
- présenter un dossier clair de l'état existant et du projet ;
- mener un chantier de manière à ce que le résultat soit de qualité et fidèle au projet.

Quel que soit le niveau concerné, il n'est pas possible d'imposer la connaissance du français pour avoir le droit de postuler, mais les documents doivent être produits en langue française.

RC.4 JUGEMENT DES CANDIDATURES

A réception des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture des plis et vérifiera leur contenu.

Lors de l'ouverture, seront éliminées :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44 et 47 du code des marchés publics, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 3 du présent R.C.
- les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes.

Il procédera, le cas échéant, à des demandes de renseignements complémentaires.

Au regard de la lettre de motivation et des capacités professionnelles, techniques et financières, le pouvoir adjudicateur examinera l'offre.

Les candidats non retenus en candidature sont informés par courrier.

RC.5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES DOSSIERS

A - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- AE (Acte d'engagement)
- Fiche de présentation de l'opération.
- CCAP (cahier des clauses administratives particulières)
- CCTP (cahier des clauses techniques particulières)
- RC (règlement de consultation) contenant l'attestation de visite à signer
- *DPGF (cadre de prix global et forfaitaire) provisoire*

B – PRESENTATION DE L'OFFRE

Le dossier de consultation à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

- Acte d'engagement rempli, daté et signé par le candidat
- une note méthodologique proposée par le candidat dans laquelle il détaille sa méthodologie d'intervention, les moyens humains et matériels affectés à l'opération, propose les délais d'exécution des différentes tranches du projet avec un planning d'intervention (voir ci-dessous).
- DPGF rempli par le candidat (*qui servira de base à la future négociation*)
- le CCAP signé
- le CCTP signé

Une **note méthodologique (12 pages recto maximum)** décrivant la démarche proposée et les moyens humains et matériels que le candidat souhaite mettre en œuvre pour mener à bien les missions telles qu'elles sont définies dans le marché, cette note comprendra en plus de la proposition financière détaillée : Les points singuliers relevés par le candidat, le planning proposé et une proposition de calendrier général des études et de remise des dossiers, le détail de l'équipe affectée à la mission (salariés, co-traitants ou sous-traitants), l'indication des titres d'études et/ou l'expérience professionnelle des différents intervenants, sachant que les compétences sont architecture, structure, ingénierie, économiste, une justification de calcul des forfaits journaliers par intervenant au regard des qualifications requises, des conventions collectives obligatoires et des coefficients d'activité (détaillé par personne physique et par phase), temps consacré à la mission, nombre de déplacement sur site.

La note méthodologique et ses annexes éventuelles seront remises en DEUX exemplaires

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article 46 -III du Code des marchés publics, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus au I et au II de l'article 46 du même code.

Pour la présente opération :

La langue à utiliser est le français.

RC.6 JUGEMENT DES OFFRES

JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les critères de jugement et de classement des offres seront examinés selon la pondération suivante :

- 1 – Valeur technique de l'offre après examen du mémoire justificatif (60 %)
- 2 – Offre de prix (40 %)

SUIVANT DETAIL CI-DESSOUS

Critères	Pourcentages
1 - Valeur technique appréciée au travers de la note méthodologique.	60 % (0,60)
<ul style="list-style-type: none"> - <i>planning proposé et délais de remise des dossiers</i> 	10%
<ul style="list-style-type: none"> - <i>l'aptitude de l'équipe : équipe affectée à la mission (salariés, co-traitants ou sous-traitants), avec l'indication des titres d'études et/ou l'expérience professionnelle des différents intervenants</i> 	35 %
<ul style="list-style-type: none"> - <i>la pertinence de la démarche proposée ainsi que l'organisation mise en place, temps consacré à la mission, nombre de déplacement sur site, etc.</i> 	15%
<ul style="list-style-type: none"> - <i>l'attestation de visite signée</i> 	
Critères	Pourcentages
2 – Montant de l'offre	40 % (0,40)
-	

Pour le prix chaque offre recevra une note obtenue par la formule suivante : $(P_{\min} / P) \times 0,40 \times 100$, où P_{\min} est le coût de l'offre de prix la moins élevée et P est le coût de l'offre considérée, et 0,40 la pondération; et suivant les sous critères de 0,30 et 0,10.

Les candidats devront apporter toutes précisions relatives aux critères ainsi énoncés. Chaque offre est classée par critère ; la place affectée du coefficient permet d'obtenir un nombre de points. L'offre économiquement la plus avantageuse est celle ayant obtenu le plus fort nombre de points. En cas d'égalité de points sur l'ensemble des critères, c'est l'entreprise qui aura obtenu le meilleur rang au critère le plus important qui sera retenue.

Le candidat retenu devra dans un délai de 6 jours fournir au pouvoir adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents et les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail. A défaut de production de ces documents son offre sera rejetée.

RC.7 NEGOCIATION

Sans objet pour la présente opération

Il procède à la mise au point finale du marché avec l'équipe retenue.

REMARQUE : Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra remettre au moment de la signature par le maître d'ouvrage les documents demandés au dernier paragraphe de l'article RC.6

Un exemplaire complet de l'étude préalable et diagnostics déjà réalisée sera remise au candidat retenu.

RC.8 ENVOI DES DOSSIERS

CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

Attention, le candidat devra impérativement porter sur l'enveloppe extérieure, l'intitulé du marché IRVILLAC – Chapelle de Coatnant – Mobilier du chœur, statuaire, retable nord et peintures – mission MOE, ainsi que la mention “ Marché passé en application de l'article 28 du CMP – Ne pas ouvrir”, le nom et l'adresse du candidat. Dans le cas contraire, le pli sera renvoyé sans être analysé.

Le pli devra parvenir à l'adresse suivante, **avant le Vendredi 18 décembre 2015 à 12h00 :**
Mairie d'IRVILLAC – 17, route de Landerneau, 29460 IRVILLAC

Les offres pourront être envoyées par tout moyen permettant d'identifier de façon certaine la date de réception des plis ou être remises aux services contre récépissé.

Les offres devront parvenir à destination à l'adresse indiquée avant ces mêmes dates et heures limites.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en première page ainsi que ceux parvenus sous enveloppe sans mention extérieure du marché ou non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Toute offre arrivée hors délais sera considérée comme nulle.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas le dépôt des plis par voie électronique.

RC.9 **INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats non retenus seront informés par courrier.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir avant le 5 décembre 2015 une demande écrite (par fax ou messagerie) à :

Renseignements d'ordres administratifs

COMMUNE D'IRVILLAC
17, route de Landerneau, 29460 IRVILLAC
Téléphone : 02.98.25.83.56
Télécopie : 02.98.25.93.37
Courriel : info@irvillac.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats.

Les candidats peuvent se rendre librement sur le site, elles devront prévenir la mairie :

Il est précisé que les horaires d'ouverture de la mairie sont les suivants :

Lundi - Mardi -Vendredi 9h00 - 12h00 et 15h00 - 17h00

Mercredi - Jeudi - Samedi 9h00 – 12h00

Voies et délais de recours

-Instance chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35 000 Rennes - Tél 02 99 29 42 42 - Fax: 02 99 33 06 88

- Instance chargée des procédures de médiation: Comité interrégional de règlement amiable des litiges, 6 quai Ceineray BP 33 515 44 035 Nantes cedex- Tél 02 40 08 64 33, Fax: 02 40 47 90 67
- Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction de recours: Tribunal Administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35 000 Rennes - Tél 02 99 29 42 42 - Fax: 02 99 33 06 88

Précisions concernant l'introduction des recours: - par référé pré-contractuel conformément aux délais et aux dispositions de l'article L 551-1 du Code de Justice Administrative

- par requête dans les formes et le délai de 2 mois mentionnés aux articles R 411-1 à R 421-7 du Code de Justice Administrative.

- par requête pour le recours de pleine juridiction formé contre la validité du contrat ou certaines de ses clauses qui en sont divisibles dans le délai de 2 mois à compter de la parution d'un avis d'attribution annonçant la conclusion du marché dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007 n°291545 "société Tropic travaux signalisation "

RC.10 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE

16/11/2015	Envoi de l'AAPC
18 décembre 2015 à 12H00	Date limite de réception des candidatures et des offres
Fin décembre 2015	Réunion du pouvoir adjudicateur pour avis sur les candidatures et les offres
Fin décembre 2015	Attribution du marché de maîtrise d'œuvre

LE MAITRE D'OUVRAGE

ATTESTATION DE VISITE

Maître de l'ouvrage :

COMMUNE D'IRVILLAC

17, route de Landerneau, 29460 IRVILLAC

Téléphone : 02.98.25.83.56

Télécopie : 02.98.25.93.37

Courriel : info@irvillac.fr

FINISTÈRE

IRVILLAC

CHAPELLE DE COATNANT

**RESTAURATION MOBILIER DU CHŒUR, RETABLE NORD,
PEINTURES ET STATUAIRE**

CANDIDAT :

Je soussigné, Madame, Monsieur

Agissant au nom du Maître de l'ouvrage en tant que responsable de l'édifice, reconnaît et atteste que le candidat ci-dessus désignée, ayant son siège social à :

.....

Représentée par

S'est rendu sur place pour la visite des lieux conformément aux pièces du dossier de consultation. La personne responsable reconnaît avoir eu libre circulation aux lieux concernés par les prestations et ainsi relever toutes les indications nécessaires à la remise de son offre ;

Fait en un seul exemplaire original,

A

Le

Monsieur Le Maire,
Jean-Noël LE GALL.